

**Fiche actu : Autriche / Soumission à Bruxelles**

le 24/05/2016

- **Élection présidentielle en Autriche : la promesse de victoires futures**

Les résultats de l'élection présidentielle en Autriche, à laquelle concourrait Norbert Hofer, candidat du FPÖ, partenaire de premier du Front National au niveau européen, sont riches d'enseignement.

D'abord, contrairement à ce qu'ont affirmé les médias, le candidat du FPÖ n'était pas du tout le favori du scrutin et ses résultats, comme sa progression entre les deux tours, sont absolument inédits. Ceci est si vrai que les sondages d'avant premier tour le créditaient d'environ 20% des voix (un sondage en janvier le donnait même à 8% !), quand le candidat « écologiste » Alexander Van der Bellen était lui annoncé entre 25 et 33%. **Remise dans cette perspective, la performance historique de Norbert Hofer au premier tour (35,05%), devant Van der Bellen (21,34%), écrasant au passage les deux représentants des partis au pouvoir (environ 11% chacun), était déjà exceptionnelle.**

Sa progression d'entre-deux tours, pour atteindre les 49,7%, dans une configuration inédite en Autriche avec un système ligué contre lui, l'est tout autant. **De fait, en dépit d'une victoire manquée à quelques milliers de voix près, le plafond de verre n'existe plus.** Norbert Hofer franchit ainsi, et parfois très largement, le seuil des 50% dans 5 Etats sur les 9 qui composent l'Autriche.

Jamais, de toute son histoire, le FPÖ n'avait atteint de tels scores, ce qui annonce pour lui, comme pour l'ensemble des mouvements patriotes en Europe, des victoires futures.

Les signaux de défiance vis à vis de l'Union européenne se multiplient en effet à travers tout le continent. Que ce soit les performances électorales du Front National en France et des autres partis eurosceptiques en Europe, la victoire du « non » au référendum néerlandais sur l'accord UE-Ukraine, les débats sur l'euro partout en Europe (sauf en France), les sondages sur les référendums de sortie de l'UE, le référendum sur le Brexit du 23 juin prochain au Royaume-Uni, etc.

De toute évidence, l'Union européenne, qui va de crise en crise, ne tient plus que par la force du conservatisme et des coalitions de partis qui se forment pour la maintenir en vie, au mépris très souvent de la Démocratie (cf les référendums piétinés en France ou en Grèce). Il n'y a plus de soutien populaire à l'Union européenne : projet politique supranational qui n'a respecté aucune de ses promesses et qui expose aujourd'hui les peuples à de graves menaces, aussi bien économiques, sociales qu'identitaires.

- **Loi travail, austérité : la soumission à Bruxelles**

Après la loi Travail, condensé de recommandations bruxelloises, le premier ministre Manuel Valls poursuit sa politique de soumission à l'Union européenne en serrant une nouvelle fois la vis de l'austérité.

C'est ainsi que l'on a appris hier qu'une lettre de cadrage avait été envoyée à « tous les ministères » pour exiger de nouveaux sacrifices, notamment par la réduction de 2% des effectifs, et ce dans l'espoir de réaliser 2 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2017.

Etant donné les prétendus engagements en matière de sécurité et d'éducation, cela signifie que la France perdra encore des médecins, des pompiers, des agents chargés de l'entretien de notre patrimoine national, lequel est d'ailleurs bradé en France comme à l'étranger, etc. À ces réductions d'effectifs s'ajoute également le projet de

coupe dans les dépenses de Recherche et Développement (- 256 millions d'euros), signe d'une austérité aveugle de plus en plus tendue pour répondre aux exigences de la Commission européenne.

Or précisément, ces annonces surviennent – et ce n'est pas un hasard- le surlendemain d'un nouveau coup de pression de la Commission européenne qui a considéré que la France serait « le test ultime » pour la crédibilité du pacte de stabilité, évoquant avec mépris « de possibles sanctions, si le budget ne satisfaisait pas les attentes en 2017 ».

Les choses sont donc limpides : le gouvernement français est mené à la baguette par la Commission européenne et il ne faut pas chercher plus loin les raisons de son obstination sur la loi Travail, usant scandaleusement du 49-3 et exposant désormais le pays au risque d'une très grave pénurie de carburant, voire d'une paralysie totale.

Sur ce dernier point, il est très clair que l'exacerbation des tensions sociales et ses conséquences néfastes sur le quotidien déjà pénible des Français sont de la responsabilité directe du gouvernement. **Si le Front National déplore les blocages et les grèves qui pénalisent les Français et qu'il n'accepterait pas une paralysie totale de la France, il n'en demeure pas moins que l'origine du problème est l'obstination du pouvoir à obéir à l'Union européenne** plutôt que de respecter les aspirations populaires, ce que la loi El Khomri ou le nouveau tour de vis austéritaire démontrent parfaitement.

Auteur : Joffrey Bollée